

UNIVERSITÉ DE LYON



SCIENCES  
SOCIALES

ED 483

## Règlement intérieur

### *Ecole doctorale Sciences Sociales ED 483*

- Vu les arrêtés de 2022 co-accréditant l'ENS de Lyon, l'ENSA Lyon, l'ENTPE, l'INSA de Lyon, l'Université Lyon 2, l'Université Lyon 3, l'Université de Saint-Etienne, en vue de la délivrance du diplôme national du doctorat (période 2002-2023 à 2026-2027),
- Vu l'arrêté du 20 juillet 2022 reconnaissant comme établissements partenaires l'ENSSIB, l'IEP de Lyon et l'Université Catholique de Lyon,
- Vu l'arrêté du 25 mai 2016 modifié par l'arrêté du 26 août 2022 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat,
- Vu la charte du doctorat commune aux établissements du site Lyon Saint-Etienne, membres et associés de la COMUE Université de Lyon,
- Vu le précédent Règlement intérieur de l'ED 483 ScSo d'avril 2018.

Ce Règlement a pour objectif de définir le périmètre de l'ED Sciences Sociales (1), son fonctionnement (2), les étapes du parcours doctoral (3), les principes des formations doctorales (4), les règles de jury et de soutenance de thèse (5), les règles de direction de thèse (6), les informations sur l'insertion professionnelle des docteur-es (7), les procédures de médiation et de signalement (8).

Il a été validé à l'unanimité par le conseil de l'ED réuni le 5 novembre 2024.

Il ne saurait se substituer, ni s'opposer aux textes précédemment cités et auxquels il est fait référence dans de nombreux passages du présent document.

Les doctorant-es et directeur-trices de thèse rattaché-es à l'ED doivent aussi se conformer aux règlements intérieurs de leur établissement et de leur laboratoire d'accueil.

université  
LUMIÈRE  
LYON 2

UNIVERSITÉ LYON III  
JEAN MOULIN

ENS DE LYON

Université  
Jean Monnet  
Saint-Etienne

ENTPE

INSA  
INSTITUT NATIONAL  
DES SCIENCES  
APPLIQUÉES  
LYON

ÉCOLE  
NATIONALE SUPÉRIEURE  
ARCHITECTURE  
LYON

enssib  
école nationale supérieure  
des sciences de l'information  
et des bibliothèques

SCIENCES  
PO  
LYON

## Article 1. Le périmètre de l'ED

**L'Ecole doctorale 483 Sciences Sociales compte sept établissements co-accrédités. Par ordre alphabétique :**

- l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Lyon (ENSAL),
- l'Ecole Normale Supérieure de Lyon (ENS de Lyon),
- l'Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat (ENTPE),
- l'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon (INSA de Lyon),
- l'Université Jean Monnet Saint-Etienne,
- l'Université Jean Moulin Lyon 3,
- l'Université Lumière Lyon 2,

**et deux établissements associés :**

- l'Ecole Nationale Supérieure des Sciences de l'Information et des Bibliothèques (ENSSIB),
- l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon (Sciences Po Lyon).

**L'établissement support est l'Université Lumière Lyon 2.**

**L'adresse géographique** de l'Ecole Doctorale Sciences Sociales est :

ED 483 Sciences Sociales  
Direction de la Recherche et des Ecoles Doctorales de l'Univ. Lyon 2  
Univ. Lumière Lyon 2 Campus Berges du Rhône  
18, quai Claude Bernard 69 365 LYON CEDEX 07  
Téléphone : 04.78.69.72.76.

**L'adresse du site internet** est : <https://edsciencessociales.universite-lyon.fr/>

**L'ED couvre sept mentions de doctorat, renvoyant à des domaines scientifiques disciplinaires :**

- Architecture,
- Ergonomie,
- Géographie Aménagement Urbanisme,
- Histoire Histoire de l'art,
- Langues, histoire et civilisations des Mondes anciens dite « Mondes anciens »,
- Science politique,
- Sociologie Anthropologie.

**Vingt structures de recherche** sont rattachées à l'ED : douze Unités Mixtes de Recherche, une Unité de Service et de Recherche, quatre Unités de Recherche, deux fédérations et la Maison des Sciences de l'Homme Lyon Saint-Etienne.

Type	Acronyme	Nom	N°
UMR	ArAr	Archéologie et Archéométrie	5138
UMR	Archéorient	Archéorient	5133
UMR	CIHAM	Histoire, Archéologie, Littératures des mondes chrétiens et musulmans médiévaux	5648
UMR	CMW	Centre Max Weber	5283
UMR	EVS	Environnement Ville Société	5600
UMR	HiSoMa	Histoire et Sources des Mondes Antiques	5189
UMR	IAO	Institut d'Asie Orientale	5062
UMR	IHRIM	Institut d'histoire des représentations et des idées dans les modernités	5317
UMR	LAET	Laboratoire Aménagement Economie Transports	5593
UMR	LARHRA	Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes	5190
UMR	LEM	Laboratoire d'Etudes sur les monothéismes	8584
UMR	TRIANGLE	Action, Discours, Pensée politique et Economique	5206

USR	IRAA	Institut de Recherche sur l'Architecture de l'Antiquité	3155
-----	------	---	------

UR	CGN	Centre Gabriel Naudé	7286
UR	LADEC	Laboratoire d'anthropologie des enjeux contemporains	
UR	LER	Laboratoire d'Etudes Rurales	
UR	Magellan	Laboratoire de recherche Magellan	3713

MSH	MSH-LSE	Maison des Sciences de l'Homme Lyon Saint-Etienne	2005
Fédé	MOM	Maison de l'Orient et de la Méditerranée Jean Pouilloux	3747
Fédé	ISERL	Institut Supérieur d'Etudes des Religions et de la Laïcité	4147

Le rattachement d'une nouvelle structure de recherche se fait sur la base d'une candidature présentée auprès d'un établissement co-accrédité ou associé, après avis du conseil d'ED (avis qui fait l'objet d'un vote où une majorité absolue de votes favorables est requise).

Est rattaché-e à l'ED (et relevant donc des dispositions de ce Règlement Intérieur) tout-e doctorant-e inscrit-e dans l'une des sept mentions de doctorat sus-mentionnées et dans l'un des établissements de rattachement de l'ED (co-accrédités ou associés).

Est aussi rattaché-e à l'ED (et relevant donc des dispositions de ce Règlement Intérieur) tout-e chercheur-e ou enseignant-e-chercheur-e (émérite compris) dirigeant une thèse dans le cadre de l'Ecole Doctorale Sciences Sociales et de l'un de ses établissements de rattachement (co-accrédités ou associés).

Sont ainsi rattaché·es de droit les chercheur·es ou enseignant·es-chercheur·es habilité·es à diriger des recherches, membres d'une des vingt structures de recherche ci-dessus et relevant d'un des établissements de rattachement (co-accrédités ou associés).

Sont aussi rattaché·es les chercheur·es ou enseignant·es-chercheur·es (habilité·es à diriger des recherches ou non), ayant été autorisé·es ponctuellement à diriger une thèse dans le cadre de l'Ecole Doctorale et de l'un de ses établissements co-accrédités. Ce statut est conservé jusqu'à la soutenance du doctorat concerné.

N. B. : L'autorisation de direction est accordée, après avis de la commission pédagogique de la mention de doctorat et de la direction de l'ED, par les instances compétentes de l'établissement co-accrédité.

## Article 2. Le fonctionnement de l'ED

L'ED est dirigée par un·e directeur·trice, assisté·e d'un secrétariat et d'un conseil ; leurs attributions sont détaillées ci-dessous.

Au regard de sa taille et de l'extension disciplinaire de son périmètre, l'ED Sciences Sociales a retenu un mode d'organisation décentralisé, attribuant un rôle important aux responsables et aux commissions pédagogiques de chaque mention de doctorat.

Dans chaque établissement, les services de scolarité et des études doctorales se chargent du suivi des inscriptions et réinscriptions administratives des doctorant·es ; des demandes de co-direction, co-tutelle, césure, conventionnement CIFRE ; de l'organisation des soutenances ; de l'édition des diplômes.

Les 7 établissements co-accrédités de l'ED sont représentés au sein du conseil de l'ED et dans les jurys de l'ED par un·e représentant·e nommé·e par la direction de l'établissement.

### *Alinéa 2.1. La direction de l'ED*

La direction de l'ED définit les orientations de la politique de l'ED. Elle est notamment chargée d'organiser la rentrée solennelle de l'ED et les jurys d'attribution des contrats doctoraux, de convoquer et de fixer l'ordre du jour des réunions du conseil de l'ED, de préparer le budget de l'ED et de veiller à sa bonne exécution, de représenter l'ED au sein du collège doctoral de l'Université de Lyon et de toute autre instance utile au bon fonctionnement de l'ED, de veiller aux formes de communication et de diffusion de l'information, de valider les formations suivies par les doctorant·es.

Le·la directeur·trice est nommé·e conjointement par les établissements co-accrédités, sur avis du conseil de l'ED (sous la forme d'un vote à bulletins secrets).

Son mandat correspond à la durée de l'accréditation de l'ED (durée du contrat) et est renouvelable une fois. Tout mandat entamé en cours d'accréditation est comptabilisé comme un mandat complet.

### *Alinéa 2.2. Le secrétariat de l'ED*

En appui à la direction de l'ED, le secrétariat de l'ED est chargé de la gestion administrative transversale de l'ED, avec notamment le rôle d'assurer les liens avec les responsables de mention, les gestionnaires de scolarité, les services de scolarité des établissements co-accrédités et associés de l'ED. Il est aussi chargé de la diffusion de la lettre d'information de l'ED.

Il est implanté dans les locaux de l'Université Lumière Lyon 2, établissement support de l'ED. Il bénéficie de relais dans chacun des établissements co-accrédités et associés.

### *Alinéa 2.3. Le conseil de l'ED*

Le conseil de l'ED délibère sur toutes les questions relatives à la politique de l'ED selon l'ordre du jour élaboré par le·la directeur·trice de l'ED.

- Il vote le Règlement Intérieur.
- Il donne un avis consultatif sur la direction de l'ED.
- Il décide des calendriers des jurys d'attribution des contrats doctoraux, de la labellisation des formations (pouvant faire l'objet d'une validation des heures de formation doctorale), des attributions financières aux manifestations scientifiques, des principes organisateurs des Comités de Suivi Individuel.
- Il est informé régulièrement de l'état des inscriptions, réinscriptions, soutenances, abandons au sein de l'ED. Il est aussi informé des décisions prises au sein des commissions de l'ED (cf. *infra*).
- Il est tenu régulièrement informé des budgets et de l'état des dépenses.

Le conseil de l'ED se réunit au moins trois fois pendant l'année universitaire sous la présidence du·de la directeur·trice de l'ED qui l'a convoqué. Pour sa tenue et les votes, un quorum est requis, égal à la moitié plus une voix des membres titulaires. Les décisions se prennent à la majorité absolue des votes exprimés. Chaque membre présent peut disposer d'une procuration.

Les procès-verbaux de conseils de l'ED sont transmis aux membres du conseil de l'ED, aux représentant·es de la recherche et des écoles doctorales des établissements co-accrédités et associés, aux directions des structures de recherche associées.

Le conseil de l'ED compte vingt-six membres, conformément aux dispositions de l'arrêté du 25 mai 2016 modifié par l'arrêté du 26 août 2022. Sa composition doit assurer une représentation équilibrée entre hommes et femmes.

Le conseil comprend :

- 7 représentant·es des établissements co-accrédités de l'ED ;
- 7 responsables de mentions de doctorat (titulaires ou suppléant·es) ;
- 2 représentant·es des personnels ingénieurs, administratifs ou techniciens des établissements co-accrédités ou des équipes de recherche constitutifs de l'ED ;
- 5 binômes de représentant·es (titulaire et suppléant·e) des doctorant·es ;
- 5 personnalités extérieures qualifiées dans les domaines scientifiques et les secteurs socio-économiques concernés par le périmètre de l'ED.

### *Désignation et renouvellement des membres du conseil*

- Les représentant·es au conseil siègent pour la durée de l'accréditation, à l'exception des représentant·es des doctorant·es dont le mandat est de deux ans.

- Le·la directeur·trice de l'ED représente dans ce conseil l'établissement d'exercice dont il·elle est issu·e. Les représentant·es des autres établissements sont désigné·es par les établissements co-accrédités.

- Les responsables des mentions de doctorat sont élu·es – à la majorité des suffrages exprimés – par les collègues HDR de leur mention.

- Les représentant·es des personnels sont désigné·es par l'établissement support de l'ED.
- Les représentant·es des doctorant·es sont élu·es – à la majorité des suffrages exprimés – par scrutin de liste (comprenant des titulaires et des suppléant·es), lorsque le mandat de leurs prédécesseur·es arrive à échéance, par les doctorant·es inscrit·es dans l'année universitaire en cours. Il est demandé que les listes proposées au suffrage comprennent autant que possible des candidat·es issu·es de l'ensemble des mentions de doctorat.
- Les personnalités extérieures au périmètre de l'ED sont désignées par le conseil dans sa formation réduite aux représentant·es élu·es.

## *Alinéa 2.4. Les commissions de l'ED*

### *2.4.1. Les commissions pédagogiques des mentions de doctorat*

Ces commissions sont composées de l'ensemble des collègues titulaires d'une HDR et relevant des établissements de rattachement (co-accrédités ou associés). Elles incluent les collègues émérites lorsqu'ils-elles encadrent encore des thèses.

Elles statuent collégalement sur les candidatures retenues pour les auditions aux jurys d'attribution des contrats doctoraux et sur les demandes d'inscription en thèse.

Elles statuent *a minima* deux fois par an :

- au moment de la sélection des candidat·es aux jurys d'attribution des contrats doctoraux (fin juin-début juillet) ;
- au moment de l'étude des demandes d'inscription en thèse (début octobre).

Leurs décisions sont transmises à la commission de l'ED de première inscription en thèse (cf. *infra*).

Elles sont aussi amenées à statuer au fil de l'eau, pour étudier des demandes d'inscription spécifiques (contrats doctoraux handicap CDH, contrats doctoraux spécifiques normalien·nes CDSN, CIFRE, COFRA, contrats doctoraux du CNRS, contrats d'autres institutions hors établissements du site et d'autres agences de financement, contrats doctoraux dans le cadre de programmes de recherche, contrats doctoraux de droit privé, ...). Elles transmettent leurs avis à la direction de l'Ecole Doctorale.

Aucune inscription en 1<sup>ère</sup> année de thèse ne peut se faire sans l'avis de ces commissions.

### *2.4.2. La commission doctorale de première inscription en thèse*

Cette commission, composée de la direction de l'ED et de l'ensemble des responsables de mention de doctorat, statue sur les demandes d'inscription en 1<sup>ère</sup> année de thèse (à l'exception des doctorant·es qui ont été admis·es aux auditions des jurys d'attribution des contrats doctoraux et dont l'inscription est de ce fait déjà validée). Réunie *a minima* une fois par an, avant le 31 octobre, elle valide les décisions des commissions pédagogiques des mentions de doctorat (cf. *supra*) et statue collégalement en cas d'arbitrage à conduire.

### *2.4.3. La commission doctorale des réinscriptions en thèse*

Cette commission, composée de la direction de l'ED et de l'ensemble des responsables de mention de doctorat, statue sur les demandes de réinscription. Elle se réunit *a minima* une fois par an, avant le 31 octobre.

Pour les réinscriptions non dérogatoires, elle statue sur la base de l'avis du Comité de Suivi Individuel de l'année, de l'avis de la direction de thèse (renseigné sur ADUM), de l'avis de la direction de laboratoire (renseigné sur ADUM).

Pour les réinscriptions dérogatoires, elle statue sur la base de l'avis du Comité de Suivi Individuel de l'année, de l'avis de la direction de thèse (renseigné sur ADUM), de l'avis de la direction de laboratoire (renseigné sur ADUM), ainsi que sur une fiche de demande de réinscription dérogatoire renseignée par le·la doctorant·e et le·la·les directeur·trice·s de thèse.

### *Alinéa 2.5. Les jurys de l'ED*

Réunis début juillet de chaque année civile, selon un calendrier voté par le conseil de l'ED, ils statuent sur l'attribution des contrats doctoraux, affectés à l'ED par chacun des établissements co-accrédités ou associés.

L'ED affirme son refus absolu de toute discrimination. Elle prend donc en compte les seuls critères suivants pour le classement des candidat·es : la qualité du projet de thèse, la faisabilité du projet de thèse, les résultats des candidat·es durant leur cursus académique, notamment ceux du M2, l'avis du directeur ou de la directrice qui a accepté de suivre le travail de thèse, ainsi que la qualité de l'audition (lors de la présentation puis des questions/réponses).

Dans la mesure du possible, chaque jury comprend un·e représentant·e de chacun des sept établissements co-accrédités, le·la responsable (titulaire ou suppléant·e) de chacune des sept mentions de doctorat, un·e représentant·e des dix principales (en termes d'effectifs de doctorant·es de l'année universitaire en cours) unités de recherche associées à l'ED. Chaque année, un tirage au sort désigne un·e représentant·e des autres unités.

Deux représentant·es des doctorant·es ainsi que le secrétariat de l'ED assistent au jury sans prendre part au vote. Ils·elles sont garant·es, en tant qu'observateurs·trices, de l'équité des jurys tout comme de l'absence de toute discrimination.

Les décisions des jurys (assorties d'un vote) sont souveraines et les délibérations qui les précèdent ne peuvent être divulguées par qui que ce soit.

Circuit d'admissibilité :

- Les candidat·es à un contrat doctoral soumettent leur candidature selon le calendrier voté en conseil de l'ED et selon un format diffusé sur le site de l'ED. Le dossier doit être transmis à la direction de l'ED et aux responsables de la mention de doctorat concernée.
- Les commissions pédagogiques des mentions de doctorat (cf. *supra*) sélectionnent les candidatures « admissibles » qui seront auditionnées dans les jurys de l'ED.
- Des représentant·es des doctorant·es au conseil de l'ED sont invité·es à assister à ces commissions pédagogiques. Ils et elles s'engagent à respecter la confidentialité des débats et prises de décision.
- Des oraux blancs peuvent être organisés. Il est strictement recommandé que tou·te·s les candidat·es retenu·es bénéficient des mêmes conseils de préparation de la part de la mention de doctorat.

### **Règle adoptée en conseil de l'ED du 24 octobre 2022**

Dans le cas où, dans une mention de doctorat, le nombre de dossiers de candidatures à l'obtention d'un CDU est plus élevé que le nombre de candidatures pouvant être remonté aux jurys de l'ED, la commission pédagogique de la mention est invitée à ne faire remonter aux jurys d'attribution de l'ED qu'un seul dossier par encadrant·e HDR (co-direction et co-tutelle de thèse comprises).

Circuit de proposition d'admission aux établissements :

- Les candidat·es déclaré·es admissibles sont entendu·es en audition devant les jurys de l'ED.
- Les membres d'un jury sont tenus d'assister à la totalité de la session. Il est demandé aux membres d'un jury ayant participé à l'organisation des oraux blancs de s'abstenir de poser les mêmes questions pendant les auditions.
- Le jury délibère et vote pour sélectionner les candidat·es retenu·es et les candidat·es placé·es sur liste complémentaire. Le quorum est fixé à la majorité absolue des présent·es et la majorité absolue est aussi requise à toutes les étapes du vote, qui se fait toujours à bulletins secrets.
- Les délibérations sont transmises aux établissements.

L'ED octroie la possibilité de deux candidatures au maximum, celles-ci devant être successives (années universitaires consécutives).

## **Article 3. Les étapes du parcours doctoral**

### **Alinéa 3.1. Les candidatures en doctorat**

Les candidatures à l'inscription en thèse se font selon le calendrier voté en conseil de l'ED et selon un format diffusé sur le site de l'ED. Le dossier doit être transmis à la direction de l'ED et aux responsables de la mention de doctorat concernée.

Le dossier de candidature comporte une fiche administrative à télécharger sur le site de l'ED, complétée par le projet de thèse, le résumé du mémoire de master 2, le PV de soutenance de ce mémoire, un *curriculum vitae*, le relevé de notes de master, l'avis de la direction de thèse pressentie.

Le dossier est examiné par la commission pédagogique de la mention de doctorat concernée, puis par la commission doctorale de première inscription en thèse.

Sauf disposition particulière des établissements, il n'existe pas d'obligation de financement des doctorant·es. Conformément à la charte du doctorat commune aux établissements du site Lyon Saint-Etienne, l'ED préconise que le·la doctorant·e dispose de ressources suffisantes pour effectuer ses travaux de recherche dans de bonnes conditions : « un niveau de financement comparable à celui que permet d'obtenir le contrat doctoral doit être recherché, et la priorité doit être donnée à des financements sous forme de contrats de travail ».

La note minimale de 14/20 au mémoire de Master 2 est exigée pour toute inscription. Une dérogation est possible dans des cas exceptionnels.

### **Alinéa 3.2. Les inscriptions en 1<sup>ère</sup> année**

L'inscription des candidat·es dont les candidatures ont été retenues par l'ED se poursuit dans les établissements et sur la plateforme ADUM.

N. B. : ces candidat·es s'inscrivent dans l'établissement d'exercice de leur directeur·trice de thèse.



Ils·elles sont définitivement inscrit·es après vérification de l'état complet des pièces administratives, l'avis de la direction de thèse, l'avis de la direction de laboratoire, l'avis de la direction de l'ED, l'autorisation d'inscription par l'établissement, le paiement des droits d'inscription.

### *Alinéa 3.3. La charte du doctorat*

L'arrêté du 25 mai 2016 modifié par l'arrêté du 26 août 2022 prévoit que « sous la responsabilité des établissements accrédités, l'école doctorale fixe les conditions de suivi et d'encadrement des doctorants par une charte du doctorat dont elle définit les termes ».

Cette charte du doctorat doit être signée lors de la première inscription par les parties prenantes du doctorat : doctorant·e, directeur·trice de thèse, responsable d'unité de recherche, chef d'établissement.

A l'échelle du site Lyon Saint-Etienne, une charte commune a été élaborée par tous les établissements, sous l'égide de l'Université de Lyon. Le cas échéant, chaque établissement a aussi précisé les particularités liées à son organisation institutionnelle.

Les doctorant·es doivent donc signer la charte qui correspond à leur établissement d'inscription. L'ensemble doit être téléchargé sur ADUM.

### *Alinéa 3.4. Les réinscriptions*

La réinscription s'opère chaque année universitaire auprès des établissements et via la plateforme ADUM.

Les doctorant·es sont réinscrit·es par leur établissement, après vérification de l'état complet des pièces administratives, l'avis de leur Comité de Suivi Individuel, l'avis de la direction de thèse, l'avis de la direction de laboratoire, l'avis de la direction de l'ED, l'autorisation d'inscription par l'établissement, le paiement des droits d'inscription.

L'avis de la direction de l'ED est donné sur la base de l'avis collégial de la commission doctorale des réinscriptions en thèse. Celui-ci prend appui sur l'avis du Comité de Suivi Individuel, l'avis de la direction de thèse et l'avis de la direction de laboratoire. Pour les réinscriptions dérogatoires (4<sup>e</sup> année à temps plein ; 7<sup>e</sup> année à temps partiel), il s'appuie aussi sur la fiche de demande de réinscription dérogatoire renseignée par le·la doctorant·e et le·la·les directeur·trice·s de thèse.

Sur le plan matériel, la réinscription se fait sur la plateforme ADUM. Les livrets de CSI doivent y être déposés avant mi-septembre. Pour les réinscriptions en 2<sup>ème</sup> année, les doctorant·es doivent aussi déposer leur convention individuelle de formation.

### *Alinéa 3.5. Les Comités de Suivi Individuel*

Conformément à l'article 13 de l'arrêté du 25 mai 2016 modifié par l'arrêté du 26 août 2022, un Comité de Suivi Individuel est organisé chaque année, dès la fin de la 1<sup>ère</sup> année de thèse.

Conformément à ce même article 13, le conseil de l'ED Sciences Sociales a fixé les modalités de composition, d'organisation et de fonctionnement de ces comités. La notice suivante (téléchargeable sur le site de l'ED) a été validée par le conseil le 28 février 2023 et s'applique à tou·tes les doctorant·es, quels que soient leur mention de doctorat, leur établissement et leur laboratoire d'appartenance.

En préambule, il est souligné et rappelé que la mission des CSI n'est pas de se substituer à la direction scientifique de la thèse. L'esprit des CSI est de « veiller au bon déroulement du cursus doctoral », « d'assurer un accompagnement pendant toute la durée du doctorat » en parallèle de la seule relation direction de thèse - doctorant-e, « d'évaluer les conditions de la formation et les avancées de la recherche », et « d'être vigilant à repérer toute forme de conflit, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissement sexiste ».

Toute réinscription est subordonnée à l'envoi du « livret de suivi » du CSI à l'Ecole Doctorale. Le livret de suivi actualisé, avec l'avis annuel du comité sur la réinscription, doit être déposé chaque année sur ADUM.

**La composition du CSI :**

- Chaque année, l'unité de recherche veille à la composition nominative des CSI et transmet la liste à l'ED pour validation.
- Chaque CSI est composé d'au moins deux personnes, hors doctorant-e, directeur·trice et co-directeur·trice de thèse.
- Le·la directeur·trice de thèse (éventuellement le·la co-directeur·trice de thèse) et le·la doctorant-e suggèrent à la direction de l'unité de recherche un premier membre spécialiste de la discipline, dans la mesure du possible extérieur à l'établissement d'inscription du·de la doctorant-e. Le membre extérieur spécialiste pourra siéger dans le jury de thèse mais ne pourra pas être rapporteur.
- L'unité de recherche, en accord avec le·la directeur·trice de thèse et le·la doctorant-e, suggère un second membre non spécialiste extérieur au domaine de recherche du travail de la thèse. Ce membre peut appartenir à l'unité de recherche. Ce membre préside le CSI.
- Les membres du CSI doivent être titulaires d'un doctorat (sauf exception, validée par l'unité de recherche et l'ED, sur la base d'une expertise scientifique reconnue dans le champ académique ; N. B. : les membres ne peuvent pas être doctorant-es). Les collègues émérites peuvent être membres de CSI.
- Les ED recommandent qu'il y ait un membre HDR parmi les membres du CSI.
- Dans la mesure du possible, la composition du comité de suivi individuel reste constante tout au long du doctorat.

**Le format et l'organisation du CSI :**

- Le CSI concerne les doctorant-es dès la fin de leur première année d'inscription.
- Le CSI peut se tenir en présentiel ou en visioconférence.
- En D1, les directions de thèse et d'unité de recherche assistent le·la doctorant-e dans la prise de contact avec les membres de son CSI.
- A partir de la D2, l'organisation de la réunion annuelle du CSI est à l'initiative du·de la doctorant-e (qui pourra solliciter son unité de recherche en cas de difficulté) selon le calendrier fixé par l'unité de recherche. N. B. : la composition du CSI peut évoluer à la demande du·de la doctorant-e, en cas de besoin et/ou en cas de difficultés rencontrées les années précédentes.
- Le CSI se tient en trois étapes, comme établi dans l'arrêté : présentation et discussion des avancées de la thèse sans la direction de thèse, échanges avec la direction sans le·la doctorant-e, échanges avec le·la doctorant-e sans la direction de thèse. Dans cette dernière étape de l'entretien, le comité sera particulièrement vigilant à repérer toute forme de conflit, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissement sexiste.
- La durée estimée d'un CSI est d'une heure. - L'échange se fait sur la base d'un « livret de suivi » transmis en amont par le·a doctorant-e récapitulant les activités scientifiques depuis le début du doctorat (séminaires suivis, formations doctorales suivies, communications, publications, enseignements, ...) et pouvant servir de base au portfolio.

- L'entretien donne lieu à un rapport, écrit et signé par les membres du comité hors direction de thèse et doctorant·e. Ce rapport émet des « recommandations » (cf. Arrêté) et notamment un avis favorable, réservé ou défavorable à la réinscription. Il est ensuite transmis par le·la président·e à toutes les personnes ayant participé à la réunion du comité et à l'Ecole Doctorale, à charge pour le·la doctorant·e de le déposer sur son compte SIGED/ADUM. En cas de soupçon de conflit, de discrimination ou de harcèlement repéré par le comité, le·la président·e du CSI est invité·e à saisir immédiatement la direction de l'ED.
- A la question de savoir ce que deviennent les anciens comités de thèse dits « scientifiques », la lecture de l'arrêté ne permet pas de répondre catégoriquement. D'aucuns voient dans les CSI nouveau format le prolongement de ces comités dits scientifiques, d'autres non. Il est donc convenu que des comités de thèse peuvent exister ou perdurer par ailleurs, mais qu'ils n'auront pas à se prononcer sur la réinscription et le cursus doctoral.

Un « livret de suivi » a aussi été conçu de façon transversale aux mentions de doctorat, aux établissements et aux unités de recherche composant l'ED. Ce livret, qui peut être adapté par les unités de recherche, est téléchargeable sur le site de l'ED. Complété, il doit être téléchargé sur la plateforme ADUM avant mi-septembre, pour une demande de réinscription dans l'année universitaire suivante.

### *Alinéa 3.6. Le cas des thèses en co-tutelle*

Les thèses en co-tutelle, établies entre un des sept établissements co-accrédités liés à l'ED et un établissement d'enseignement supérieur à l'étranger, sont prévues dans les articles 20 à 23 de l'arrêté du 25 mai 2016 modifié par l'arrêté du 26 août 2022.

Les principes d'organisation des co-tutelles sont fixés par chacun des sept établissements co-accrédités et des deux établissements associés, liés à l'ED Sciences Sociales.

A son échelle, la direction de l'ED Sciences Sociales :

- donne son avis sur l'inscription en thèse, sur la même base que pour les autres thèses (dossier de candidature évalué par la commission pédagogique de la mention de doctorat) ;
- donne son avis sur la convention de co-tutelle signée entre les deux établissements, en particulier le nombre et la durée des séjours dans chacune des institutions, avec les financements attendus, demandés sinon repérés ;
- valide les formations prévues dans la convention de co-tutelle ;
- donne son avis chaque année, comme pour les autres thèses, sur la réinscription en thèse, après avis du CSI, de la direction de thèse, de la direction de laboratoire ;
- donne son avis sur la composition du jury ;
- donne son avis sur la venue en soutenance, sur la base des pré-rapports reçus.

### *Alinéa 3.7. Les aides financières accordées aux doctorant·es*

L'ED peut soutenir financièrement des manifestations scientifiques portées par les doctorant·es. Elle valorise les projets interdisciplinaires et inter-laboratoires. La demande est étudiée en conseil de l'ED (sur la base d'un pré-programme et d'un budget prévisionnel). Le soutien de l'ED doit être mentionné dans les supports de communication.

L'ED peut aussi soutenir les activités individuelles suivantes :

- participation active (organisation et/ou communication) à des colloques, congrès, journées d'étude ;
- exceptionnellement, missions de terrain justifiées par le projet de thèse.

Ces dernières demandes sont étudiées sous condition de l'avis favorable du laboratoire qui doit apporter un co-financement à hauteur de 50 % au moins.

Les demandes individuelles doivent être adressées à la direction du laboratoire, puis après accord, à la direction de l'ED.

Les conditions et modalités d'obtention de ces aides sont précisées dans une rubrique dédiée du site de l'ED.

## Article 4. Les formations doctorales

Comme stipulé dans l'article 1 de l'arrêté du 25 mai 2016 modifié par l'arrêté du 26 août 2022, la formation doctorale comprend un travail personnel de recherche et « est complétée par des formations doctorales validées par l'Ecole Doctorale ».

### Alinéa 4.1. Les règles générales

Au moment de leur soutenance, les doctorant-es doivent ainsi avoir suivi un programme de formation équivalent à 120 heures. Ces formations ne donnent pas lieu à la délivrance de crédits, mais sont réputées correspondre à 30 ECTS (le travail personnel de recherche et sa soutenance étant alors considérés comme l'équivalent de 150 ECTS).

Parmi ces 120 heures de formation à valider, les doctorant-es doivent obligatoirement avoir validé une formation à l'éthique de la recherche et à l'intégrité scientifique (cf. article 3 de l'arrêté). Sur le site Lyon Saint-Etienne, il est notamment possible de valider cette formation via le Mooc Ethique de la Recherche.

Le reste des 120 heures de formation à valider peut se décomposer en deux ensembles d'activités.

1. Activités de formation proprement dite (20 heures minimum, 60 heures maximum).

Cela recouvre :

- le suivi de formations transversales aux disciplines (Ethique de la recherche, Intégrité scientifique, Science ouverte, Recherche bibliographique, Aide à l'évolution professionnelle, Communication et médiation scientifique, ...) : « *Activités dites transversales* » sur ADUM
- et des formations spécialisées dans la discipline du doctorat : « *Formations disciplinaires / scientifiques* » sur ADUM, ou encore des cours de langue vivante.

Les formations peuvent être suivies dans le cadre de l'ED 483 ou de l'UdL, ou bien dans un autre établissement d'enseignement supérieur et/ou de recherche en France ou à l'étranger.

Les formations proposées dans le cadre de l'ED 483 et dont le suivi peut faire l'objet d'une validation, sont labellisées par le conseil de l'ED.

Pour chaque demande de validation de formation, il est demandé de produire une attestation de suivi, téléchargée par le-la doctorant-e dans ADUM. La validation se fait sur la base de l'adéquation de la formation avec le projet doctoral et professionnel.

2. Activités de participation à la vie scientifique et universitaire (60 heures minimum, 100 heures maximum)

Cela recouvre diverses activités scientifiques, institutionnelles et d'enseignement.

Pour ce qui concerne les activités scientifiques :

- Communication à un colloque national ou international : 20 heures de validation.
- Communication à des doctorales ou universités d'été : 20 heures de validation.
- Publication d'un article dans une revue à comité de lecture : 40 heures de validation.
- Publication d'un chapitre d'ouvrage collectif : 20 heures de validation.
- Organisation et diffusion de la formation et de la recherche : participation au montage d'une manifestation scientifique ou d'une formation doctorale, animation d'un blog scientifique, organisation d'une exposition : 20 heures de validation.
- Réalisation d'un chantier de fouilles ou d'architecture : 40 heures de validation.

Pour ce qui concerne les activités institutionnelles dites d'engagement doctoral (volume de 20 à 40 heures validées à l'appréciation de la direction de l'ED) :

- Mandat de représentant·e des doctorant·es au conseil de l'ED, au conseil de laboratoire, dans les conseils centraux des établissements.
- Autres activités de représentation auprès d'instances universitaires et professionnelles.

Pour ce qui concerne les activités d'enseignement, une validation peut être accordée aux doctorant·es ayant dispensé des enseignements universitaires, selon les correspondances suivantes :

- Moins de 64 heures d'enseignement sur l'ensemble du cursus doctoral : 10 heures de validation
- De 64 à moins de 192 heures d'enseignement sur l'ensemble du cursus doctoral : 20 heures de validation
- 192 h et plus d'enseignement sur l'ensemble du cursus doctoral : 40 heures validées en heures de formation doctorale

Pour chaque demande de validation d'« activités de participation à la vie scientifique et universitaire », il est demandé de produire une attestation de ces activités, téléchargée par le·la doctorant·e dans ADUM.

#### *Alinéa 4.2. Les dispenses*

Sur demande adressée à la direction de l'ED, une dispense peut être accordée à hauteur de la moitié des formations au maximum pour les doctorant·es dont la présence sur le site Lyon Saint-Etienne est réduite voire inexistante du fait de la localisation de leur terrain de recherche, de leur travail à temps plein ou de leur contrat CIFRE.

Une dispense supplémentaire ne peut être accordée que dans des circonstances exceptionnelles.

Une dispense intégrale des formations est exclue.

#### *Alinéa 4.3. La convention individuelle de formation*

L'article 12 de l'arrêté du 25 mai 2016 modifié par l'arrêté du 26 août 2022 prévoit l'élaboration d'une convention individuelle de formation en application de la charte du doctorat.

Cette convention individuelle de formation est à remplir en cours de 1<sup>ère</sup> année et doit être signée par le·la doctorant·e et le·la directeur·trice de thèse. Elle est exigible pour l'inscription en 2<sup>ème</sup> année de thèse.

Elle est téléchargeable sur le site de l'ED et doit être téléchargée, une fois complétée, sur ADUM.

#### Alinéa 4.4. Les formations dans le cas particulier des co-tutelles

La convention de co-tutelle doit impérativement préciser les parts des formations prévues dans chacun des deux établissements.

Le nombre total d'heures validées pourra être inférieur à 120, particulièrement si l'établissement étranger demande la validation de cours.

Pour chaque formation, il est demandé de produire une attestation de suivi, téléchargée par le·la doctorant·e dans ADUM.

### Article 5. Les règles de jury et de soutenance de thèse

La composition du jury de thèse, la venue en soutenance, le déroulement de celle-ci sont encadrées par les articles 17, 18, 19 et 19 bis de l'arrêté du 25 mai 2016 modifié par l'arrêté du 26 août 2022. Le nouvel article 19 bis définit les termes du serment des doctorant·es relatif à l'intégrité scientifique.

Dans le respect de cet arrêté, chaque établissement co-accrédité de l'ED définit les règles spécifiques qu'il applique pour la composition du jury et l'organisation de la soutenance.

En parallèle de ces règles nationales et procédures d'établissement, l'ED préconise :

- Pour ce qui concerne la « représentation équilibrée des femmes et des hommes » au sein des jurys : une représentation visant un minimum de 40 % pour le genre le moins représenté dans les jurys comprenant cinq membres ou plus.
- Pour ce qui concerne la présence de membres du jury en visio-conférence (qui peut être autorisée par les présidences d'établissement, sur avis de la direction de l'ED) : une majorité des membres présents physiquement, pour préserver la qualité des débats.
- La présence physique du·de la doctorant·e, de la direction de thèse et de la présidence du jury.
- Pour ce qui concerne la diffusion du manuscrit : une diffusion sous HAL-SHS (sauf décision d'embargo), en parallèle du catalogue national des thèses (step.fr).

### Article 6. Les règles de direction de thèse

Ces règles déterminent les profils des personnes autorisées à diriger des thèses et le nombre maximum de thèses dirigées.

Chaque établissement co-accrédité de l'ED dispose de ses propres règles de direction des thèses, les accords dérogatoires étant donnés par la commission recherche de l'établissement concerné, après avis de la direction de l'ED.

Pour rappel :

- Sont autorisé·es à diriger une thèse dans le cadre des sept mentions de doctorat couvertes par l'ED Sciences Sociales et de l'un de ses établissements co-accrédités, les chercheur·es ou

enseignant-es-chercheur-es habilité-es à diriger des recherches, membres d'une des vingt structures de recherche et relevant d'un des établissements de rattachement (co-accrédités ou associés) mentionnés dans le point « 1. Périmètre de l'ED ».

- Peuvent être ponctuellement autorisé-es à diriger ou co-diriger une thèse, dans le cadre des sept mentions de doctorat couvertes par l'ED Sciences Sociales et de l'un de ses établissements co-accrédités, des chercheur-es ou enseignant-es-chercheur-es (habilité-es à diriger des recherches ou non), exerçant hors du site Lyon Saint-Etienne. Cette autorisation est accordée par la commission recherche de l'établissement après avis de la direction de l'ED.
- Peuvent être ponctuellement autorisé-es à diriger ou co-diriger une thèse, dans le cadre des sept mentions de doctorat couvertes par l'ED Sciences Sociales et de l'un de ses établissements co-accrédités, des chercheur-es ou enseignant-es-chercheur-es n'ayant pas l'habilitation à diriger des recherches mais ayant reçu un agrément de la commission recherche de l'établissement après avis de la direction de l'ED.
- Dans le cas de chercheur-es ou enseignant-es-chercheur-es souhaitant diriger une thèse dans une autre discipline que celle de leur rattachement CNU, l'avis de la direction de l'ED est donné après avis de la commission pédagogique de la mention de doctorat et de la direction de l'ED.

Concernant le nombre maximal de directions autorisé, l'ED préconise :

- un maximum de huit thèses dirigées (co-directions et co-tutelles incluses, quelles que soient les quotités d'encadrement) ;
- un maximum de trois thèses co-dirigées pour les chercheur-es ou enseignant-es-chercheur-es non HDR.

## Article 7. Les informations sur l'insertion des docteur-es de l'ED

Des informations sur l'insertion des docteur-es de l'ED sont produites par le Service des Etudes Doctorales de l'Université de Lyon, par les Directions de la recherche et des écoles doctorales des établissements liés à l'ED, par le Réseau National des Collèges Doctoraux (RNCD), par le Ministère.

Elles sont communiquées et discutées :

- Lors des conseils de l'ED
- Lors des réunions de rentrée de l'ED.

## Article 8. Les procédures de médiation et de signalement

L'ED informe les doctorant-es de l'existence de ces médiations et des ressources afférentes lors de la réunion de rentrée, ainsi que sur son site internet.

### Alinéa 8.1. Les procédures de médiation

Dans l'éventualité d'un litige (hors situation de discrimination, de harcèlement, de violence sexiste ou sexuelle, cf. *infra*) survenu entre le-a doctorant-e et sa direction de thèse au cours du déroulement de la thèse, une première médiation peut avoir lieu au sein de l'équipe de recherche. Si celle-ci s'avère inefficace, une procédure de médiation est alors mise en place par l'ED sur demande du-de la doctorant-e ou de son-sa-ses (co)directeur-trice-s de thèse comme le demande la charte du doctorat en son paragraphe 7. Les représentant-es des doctorant-es sont partie prenante de cette médiation. A n'importe quelle étape, le-la doctorant-e peut se faire assister par un-e représentant-e doctorant-e élu-e au conseil de l'ED ou dans l'une des instances de son établissement d'inscription.

Une fois saisie, la direction de l'ED instruit la demande, en sollicitant tous les avis utiles, puis propose une décision. Cette dernière doit être validée par la Vice-Présidence / Direction Recherche de l'établissement d'inscription du-de la doctorant-e.

Si cette médiation échoue au niveau de l'ED, la Commission Recherche de l'établissement d'inscription est saisie, celle-ci désigne d'autres médiateur-trices et, à l'issue de la procédure, émet un avis sur la décision prise.

### *Alinéa 8.2. Les procédures de signalement*

Dès que l'ED prend connaissance d'une situation de discrimination, de harcèlement, de violence sexiste ou sexuelle, elle procède à un signalement aux instances compétentes dans les établissements (cellule d'écoute et d'accompagnement ; commission de prévention ; services idoines permettant un accompagnement médical, social et/ou juridique, des mesures de protection, le déclenchement d'une enquête administrative).

Ces démarches se feront toutes avec l'accord de la personne concernée.

Les doctorant-es peuvent aussi saisir directement les instances compétentes sus-mentionnées.



## Table des matières

ARTICLE 1. LE PERIMETRE DE L'ED .....	2
ARTICLE 2. LE FONCTIONNEMENT DE L'ED .....	4
<i>Alinéa 2.1. La direction de l'ED</i> .....	4
<i>Alinéa 2.2. Le secrétariat de l'ED</i> .....	4
<i>Alinéa 2.3. Le conseil de l'ED</i> .....	5
<i>Alinéa 2.4. Les commissions de l'ED</i> .....	6
2.4.1. Les commissions pédagogiques des mentions de doctorat .....	6
2.4.2. La commission doctorale de première inscription en thèse .....	6
2.4.3. La commission doctorale des réinscriptions en thèse .....	6
<i>Alinéa 2.5. Les jurys de l'ED</i> .....	7
ARTICLE 3. LES ETAPES DU PARCOURS DOCTORAL .....	8
<i>Alinéa 3.1. Les candidatures en doctorat</i> .....	8
<i>Alinéa 3.2. Les inscriptions en 1<sup>ère</sup> année</i> .....	8
<i>Alinéa 3.3. La charte du doctorat</i> .....	9
<i>Alinéa 3.4. Les réinscriptions</i> .....	9
<i>Alinéa 3.5. Les Comités de Suivi Individuel</i> .....	9
<i>Alinéa 3.6. Le cas des thèses en co-tutelle</i> .....	11
<i>Alinéa 3.7. Les aides financières accordées aux doctorant·es</i> .....	11
ARTICLE 4. LES FORMATIONS DOCTORALES .....	12
<i>Alinéa 4.1. Les règles générales</i> .....	12
<i>Alinéa 4.2. Les dispenses</i> .....	13
<i>Alinéa 4.3. La convention individuelle de formation</i> .....	13
<i>Alinéa 4.4. Les formations dans le cas particulier des co-tutelles</i> .....	14
ARTICLE 5. LES REGLES DE JURY ET DE SOUTENANCE DE THESE .....	14
ARTICLE 6. LES REGLES DE DIRECTION DE THESE .....	14
ARTICLE 7. LES INFORMATIONS SUR L'INSERTION DES DOCTEUR·ES DE L'ED .....	15

ARTICLE 8. LES PROCEDURES DE MEDIATION ET DE SIGNALEMENT .....	15
<i>Alinéa 8.1.</i> Les procédures de médiation.....	15
<i>Alinéa 8.2.</i> Les procédures de signalement.....	16